

Sommet: UE&OTAN

Auteur: Pays Bas

Problématique: Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique

Les Pays-Bas sont un royaume situé en Europe du Nord-Ouest, bordé par la mer du Nord, la Belgique et l'Allemagne, avec une capitale à Amsterdam et un siège gouvernemental à La Haye. Pays densément peuplé et hautement connecté au commerce mondial via ses ports comme Rotterdam, il fait partie de l'Union européenne et de l'OTAN depuis sa création. Depuis fin 2025, le gouvernement est dirigé par une coalition dominée par le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD, libéral-conservateur), associé au Parti de la liberté (PVV, droite nationaliste), aux Démocrates chrétiens appelés (CDA) et aux Démocrates 66 (D66, progressistes). Cette coalition met l'accent sur une défense renforcée, avec un budget en hausse vers 2,2% du PIB en 2026, pour répondre aux menaces russes et soutenir à la fois l'OTAN et l'UE. La problématique de notre commission UE & OTAN porte sur la manière dont l'Union européenne peut développer une défense autonome (capacités militaires, industrielles et décisionnelles propres) sans fragiliser la solidarité transatlantique, pilier de notre sécurité collective. Pour les Pays-Bas, pays dépendant des alliances, cet équilibre est vital.

Les Pays-Bas font face à des menaces directes sur leur territoire et leurs routes maritimes vitales, notamment via la mer du Nord et le port de Rotterdam, cœur économique du pays. Avec des capacités militaires limitées pour un pays de 17 millions d'habitants, La Haye dépend entièrement des alliances OTAN et UE pour sa défense collective. La guerre en Ukraine et les tensions russes accentuent la pression pour augmenter les budgets (visant 2,2% du PIB en 2026), tout en évitant les initiatives européennes comme PESCO et les priorités OTAN. Une défense UE autonome mal coordonnée risquerait de diviser les ressources et d'affaiblir la cohésion transatlantique, essentielle pour un pays frontalier de l'Allemagne et exposé aux menaces.

Les Pays-Bas privilégient l'OTAN comme garante principale via l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, tout en soutenant un "pilier européen" complémentaire au sein de l'Alliance. Ils appuient la Boussole stratégique de l'UE (plan d'action pour booster la sécurité et la défense de l'Europe) sans copier les structures OTAN.

Les Pays-Bas ont porté leur budget défense à 27 milliards d'euros en 2026, aligné sur l'objectif OTAN 5% (3,5% militaire + 1,5% résilience), finançant rotations en Baltique et aide à l'Ukraine via des organisations comme NSATU et EUMAM. Ils participent à plus de 20 projets PESCO (transport aérien) et ratifient les actes du fonds européen de défense (FED) pour une industrie de défense UE compatible OTAN, évitant les achats nationaux isolés montrant leur prudence pour préserver la solidarité transatlantique.

En conclusion les Pays-Bas, gouvernés par une coalition VVD-PVV-CDA-D66 pro-défense, défendent fermement une autonomie UE intégrée à l'OTAN pour contrer les menaces sans rompre le lien transatlantique. Europhiles pragmatiques, ils prônent plus d'Europe (PESCO,

Boussole) comme renfort atlantique, tendance confirmée par leurs engagements budgétaires et multilatéraux